

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SG/Q1/AUS/3**

27 avril 1999

(99-1691)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12.6 DE L'ACCORD

Réponses de l'Australie aux questions posées  
par le CANADA<sup>1</sup> et les ÉTATS-UNIS<sup>2</sup>

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 avril 1999.

Canada

### Question 1

**Quel est le statut des procédures générales en matière de sauvegardes notifiées sous couvert du document G/SG/N/1/AUS/2 en droit australien? Quel est le statut de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes en droit australien?**

Réponse

Les procédures et l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes n'ont pas, en tant que tels, de statut aux termes de la législation australienne.

### Question 2

**D'autres lois, procédures, réglementations et/ou pratiques régissant l'application de mesures de sauvegarde en Australie doivent-elles encore être notifiées? Dans l'affirmative, prière d'indiquer quand l'Australie entend procéder à leur notification.**

Réponse

Cette question du Canada n'est pas très claire. Il ne fait aucun doute qu'il existe théoriquement toute une série d'instruments et de pratiques législatives qui pourraient régir l'application de mesures de sauvegarde, comme celles relatives à la fraude dans la perception des droits de douane. Aucun Membre n'a, à la connaissance de l'Australie, notifié ce type de pratiques au Comité. Par ailleurs, il existe aussi d'autres dispositions et pratiques régissant l'adoption de lois ou de réglementations sur le tarif douanier, notamment en vertu de la Loi douanière.

---

<sup>1</sup> G/SG/Q1/AUS/1.

<sup>2</sup> G/SG/Q1/AUS/2.

L'Australie ne dispose pas de loi spécifique sur les sauvegardes qui nécessiterait une notification aux termes de l'article 12:6 de l'Accord.

S'il fallait un jour prendre une décision d'imposer une mesure de sauvegarde ou une mesure provisoire de sauvegarde, il faudrait alors déposer un projet de loi sur le tarif douanier, ou un avis y relatif, et/ou adopter des réglementations régissant les contingents d'importation et peut-être même aussi les formalités de licence d'importation. Ces instruments seraient notifiés au Comité. Une telle loi ne pourrait porter que sur la mesure en question. En revanche, on pourrait adopter des réglementations régissant les formalités de licence d'importation de manière à ce qu'elles portent non seulement sur la mesure en question, mais aussi sur toutes les actions futures, alors que la loi ne pourrait porter que sur la mesure en question. (Bien sûr, il peut toujours y avoir des exceptions: une loi imposant une mesure provisoire peut par exemple être étendue ou modifiée de manière à imposer une mesure de sauvegarde.)

### **Question 3**

**L'article 12:1 de l'Accord sur les sauvegardes dispose qu'un Membre doit adresser une notification au Comité des sauvegardes avant d'adopter des mesures de sauvegarde. Pourquoi les procédures notifiées dans le document G/SG/N/1/AUS/2 n'énoncent-elles pas une telle prescription de notification?**

#### **Réponse**

Les procédures concernent les instructions données à l'autorité chargée des enquêtes, la Commission de la productivité, qui n'est pas habilitée à imposer des mesures. L'Australie va satisfaire aux obligations de notification énoncées dans l'Accord.

### **Question 4**

**L'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes prévoit la tenue de consultations avec les Membres ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs du produit considéré avant la prorogation d'une mesure de sauvegarde. Quelles dispositions des procédures australiennes garantissent que de telles consultations ont bien lieu?**

#### **Réponse**

Les procédures concernent les instructions données à l'autorité chargée des enquêtes, la Commission de la productivité, qui ne joue aucun rôle dans ces consultations. L'Australie va satisfaire aux obligations de consultation énoncées dans l'Accord.

### **Question 5**

**Les procédures notifiées dans le document G/SG/N/1/AUS/2 ne semblent pas prévoir des consultations avec les Membres ayant un intérêt substantiel en tant que fournisseurs du produit considéré pour ce qui est de l'attribution de contingents. Veuillez expliquer cette omission.**

#### **Réponse**

Voir la réponse à la question 4.

**Question 6**

**Les procédures notifiées dans le document G/SG/N/1/AUS/2 prévoient-elles des compensations ou des concessions suffisantes pour les Membres affectés, comme le prescrit l'article 8 de l'Accord sur les sauvegardes? Dans la négative, une autre loi australienne permet-elle de telles compensations ou concessions?**

**Réponse**

Non. Ces mesures ne relèveraient pas de la Commission. La législation australienne ne contient aucune disposition spécifique pour ce type de compensation. La question des compensations ou des concessions devra être traitée au cas par cas, donnant lieu, si nécessaire, à l'introduction de mesures qui pourraient théoriquement appeler l'adoption d'une nouvelle loi. Nous pensons que la question des compensations et des concessions, en dehors de la question du volume et de la gestion des contingents et des contingents tarifaires, se pose rarement dans le cas des mesures de sauvegarde.

**Question 7**

**Qui, hormis un ministre, peut faire en sorte que la Commission de la productivité ouvre une enquête en matière de sauvegardes? Cette dernière peut-elle ouvrir une telle enquête d'office? Si d'autres parties sont habilitées à demander une enquête, le ministre doit-il approuver cette demande? Les organismes non gouvernementaux doivent-ils satisfaire aux conditions de représentativité pour pouvoir demander une enquête?**

**Réponse**

Seul le Ministre en charge de la Commission de la productivité peut la charger d'une enquête en matière de sauvegardes. Il s'agit, en vertu des dispositions administratives en vigueur, du Trésorier. La Commission ne peut pas ouvrir une enquête d'office. Toute autre partie peut demander au Trésorier d'ouvrir une enquête. Toutefois, toute décision d'ouvrir une enquête sera du ressort du gouvernement.

**Question 8**

**Des règles ou conditions doivent-elles être respectées préalablement à l'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes?**

**Réponse**

Non.

**Question 9**

**Compte tenu du pouvoir de la Commission en vertu de l'article 12 b) de la Loi sur la Commission de la productivité, quelle disposition garantit la publication appropriée de l'avis concernant les mesures prises et du rapport justifiant ces mesures, ainsi qu'il est prévu aux articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes?**

**Réponse**

Les procédures concernent les instructions données à l'autorité chargée des enquêtes, la Commission de la productivité, qui prévoient que celle-ci fasse un rapport au Trésorier, rapport qui

sera publié dans les meilleurs délais et portera sur toutes ces questions (voir le paragraphe 7 des procédures).

**Question 10**

**Comment tous les éléments de preuve présentés au cours d'une enquête en matière de sauvegardes sont-ils mis à la disposition des parties intéressées pour examen et observations? Quelles procédures garantissent que toutes les déclarations faites directement devant la Commission de la productivité au cours d'une enquête sont portées à la connaissance du public?**

**Réponse**

Compte tenu des impératifs de confidentialité, toutes les communications sont classées dans le dossier et tenues, sur demande, à la disposition des parties intéressées. Toutes les communications sont aussi transcrites, avec les comptes rendus des auditions publiques, sur le site Internet de la Commission, où chacun peut les consulter.

**Question 11**

**La notification de l'Australie ne contient aucun renseignement concernant les délais ou échéances pour les diverses étapes d'une enquête en matière de sauvegardes. Cela signifie-t-il que la Commission de la productivité procède sans délais ou des délais sont-ils fixés sur une base *ad hoc*?**

**Réponse**

Le délai fixé pour la seule enquête qui a eu lieu à ce jour a été déterminé en fonction de la nécessité de présenter un rapport au Trésorier. Dans le cadre du délai imparti, la Commission fixe sa propre échéance qui est publiée dans ses circulaires.

**Question 12**

**L'expression "partie intéressée" est-elle définie dans la législation australienne? Les représentants d'un pays exportateur sont-ils des "parties intéressées" aux fins des enquêtes en matière de sauvegardes?**

**Réponse**

Non. Toute personne, y compris un gouvernement, qui est intéressée peut présenter une demande.

**Question 13**

**Les procédures et la législation notifiées par l'Australie dans le document G/SG/N/1/AUS/2 relatif aux mesures de sauvegarde prévoient-elles des voies de recours/procédures de révision au niveau national? Dans l'affirmative, prière d'indiquer le ou les articles des lois et réglementations pertinentes qui sont d'application.**

**Réponse**

La Commission est tenue d'observer la loi qui la régit.

Le rapport doit être présenté au gouvernement et il sera examiné par les ministres, mais pas au sens d'une révision par un autre tribunal administratif. L'imposition de mesures de sauvegarde doit être soumise au Parlement, puisqu'il va falloir adopter une loi sur le tarif douanier et que les règlements sont des instruments que l'on peut rejeter et qui doivent être soumis aux deux chambres du Parlement.

**Question 14**

**Le gouvernement australien est-il tenu d'adopter les recommandations en matière de sauvegardes contenues dans un rapport de la Commission de la productivité?**

**Réponse**

La décision du gouvernement est, de par la loi, indépendante du rapport de la Commission. Cependant, elle doit être conforme aux obligations de l'Australie envers l'OMC.

**Question 15**

**Comment les recommandations formulées par la Commission de la productivité qui sont ensuite acceptées par le ministre sont-elles adoptées par le gouvernement australien?**

**Réponse**

Le gouvernement prend sa décision, après examen des recommandations par le Conseil des ministres. L'imposition de mesures se fera par voie législative et/ou réglementaire.

**Question 16**

**Les procédures australiennes ne contiennent pas de dispositions relatives au temps devant s'écouler entre deux mesures de sauvegarde. L'Australie peut-elle expliquer cette omission?**

**Réponse**

Les procédures portent sur l'enquête, et non pas sur les motifs d'ouverture d'une enquête. Dans un cas précis où l'Australie ne serait pas autorisée à imposer des mesures, ces mesures ne seraient pas prises. Cela dit, la Commission pourrait en fait en tenir compte aux termes du paragraphe 2 des Procédures, comme en témoigne le renvoi spécifique, mais la question ne se posera pas.

**Question 17**

**Existe-t-il des règles ou conditions concernant la durée d'une enquête en matière de sauvegardes ou la Commission de la productivité est-elle libre de déterminer une durée sur une base *ad hoc*?**

**Réponse**

La Commission ne doit satisfaire à aucune règle ou condition de la sorte.

**Question 18**

**L'Australie pourrait-elle confirmer que toutes les mesures de sauvegarde prennent la forme de contingents, de contingents tarifaires ou de majorations des droits de douane? Peut-on considérer que l'Australie ne prendra pas de mesures de sauvegarde d'un autre type?**

**Réponse**

Conformément aux procédures publiées au Journal officiel, les mesures prises dans le cadre de l'Accord sur les sauvegardes auraient cette forme.

**Question 19**

**Quelles dispositions existantes permettent le remboursement des droits provisoires perçus si une mesure de sauvegarde permanente n'est pas mise en œuvre?**

**Réponse**

Le remboursement serait prévu par la loi instituant un droit additionnel. Il convient de noter que si la Loi sur le tarif douanier n'est pas adoptée au moment de la prise d'une telle décision, elle devient en principe caduque, auquel cas les droits sont remboursés.

**Question 20**

**L'article 7:4 de l'Accord sur les sauvegardes impose aux Membres de libéraliser progressivement toutes les mesures de sauvegarde, à intervalles réguliers, pendant une période d'un an. Quelles dispositions des procédures australiennes garantissent qu'une telle libéralisation a lieu?**

**Réponse**

Cette question ne relève pas des procédures, mais de la manière dont les mesures sont imposées.

**Question 21**

**Il semble y avoir une contradiction entre l'article 16 de la Loi sur la Commission de la productivité et l'article 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes en ce sens que le refus d'une partie intéressée d'autoriser la divulgation d'une communication n'est pas un obstacle à la divulgation. Prière de préciser.**

**Réponse**

Les dispositions adoptées par la Commission de la productivité pour assurer la confidentialité d'une information montrent que l'article 16 de cette loi et l'article 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes ne sont pas en contradiction.

La Commission juge du type d'information qui doit être tenu confidentiel. Elle demande aux personnes intéressées de rendre publiques toutes les informations, sauf les informations commerciales les plus sensibles ou autres informations extrêmement confidentielles (relatives par exemple à la rentabilité ou aux personnes). Comme en témoigne sa récente enquête sur les mesures de sauvegarde relatives à la viande de porc, les informations désignées comme étant confidentielles par la Commission sont très peu nombreuses et leur confidentialité est justifiée. Si un participant insiste

pour qu'une information reste confidentielle, malgré l'objection de la Commission, il doit soit consentir à ce que la Commission rende publique son information, soit retirer son information. Dans ce dernier cas, la Commission peut ne tenir aucun compte de son information et se fier à d'autres sources appropriées.

#### **Question 22**

**La Commission de la productivité peut-elle user des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu des articles 48, 49 et 50 de la Loi sur la Commission de la productivité aux fins d'une enquête en matière de sauvegardes?**

#### **Réponse**

La Commission peut user des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu des articles 48, 49 et 50 de cette loi pour toute enquête nécessitant des auditions publiques. Elle n'a toutefois jamais fait usage de ces pouvoirs.

#### **Question 23**

**Comment la législation australienne garantit-elle que tout mandat conféré par le Ministre à la Commission de la productivité en vue de mener une enquête en matière de sauvegardes ou toute requête formulée par lui à cette fin sont conformes, et non contraires, aux prescriptions de fond et de forme de l'Accord sur les sauvegardes?**

#### **Réponse**

Elle ne le garantit pas puisque, conformément à la pratique habituelle de l'Australie en matière de traités, l'Accord sur les sauvegardes lui-même ne fait pas partie de la législation australienne.

#### **États-Unis**

#### **Question 1**

**Dans sa législation, l'Australie définit l'expression "produit similaire". Donne-t-elle par ailleurs une définition de l'expression "produit directement concurrent" et, dans l'affirmative, quelle est-elle?**

#### **Réponse**

C'est à l'autorité chargée de l'enquête de le déterminer, au cas par cas.

#### **Question 2**

**L'article 7:1 de l'Accord sur les sauvegardes dispose qu'un Membre n'appliquera des mesures de sauvegarde que pendant la période nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et "faciliter l'ajustement". Comment l'Australie envisage-t-elle de satisfaire à cette dernière prescription, à savoir "faciliter l'ajustement"? Les branches de production requérantes seront-elles tenues de présenter des plans d'ajustement ou encouragées à le faire?**

Réponse

Cela dépend du cas de figure. Dans son rapport, l'autorité chargée de l'enquête se penche sur la situation de la branche de production en cause et les questions d'ajustement feront inévitablement l'objet de discussions entre le gouvernement et la branche de production.

**Question 3**

**Dans le cas des mesures de sauvegarde d'une durée supérieure à trois ans, l'Australie a-t-elle l'intention de procéder à des réexamens au milieu de la période d'application, comme le requiert l'article 7:4 de l'Accord sur les sauvegardes?**

Réponse

Si la situation devait se présenter, l'Australie procéderait à un réexamen, au milieu de la période d'application, comme le requiert l'article 7:4 de l'Accord sur les sauvegardes.

---